

Dépenses gouvernementales

Voyons d'abord la première condition, que le gouvernement donne l'exemple d'une véritable modération. Il ne s'agit pas là simplement, je tiens à le préciser, de réduire le chiffre des dépenses. Le malaise actuel vient en grande partie de la façon dont le gouvernement dépense l'argent. C'est de ce côté qu'il faut d'abord chercher, si l'on veut faire des tentatives réelles de modération. Grâce à sa façon d'agir, le gouvernement a la réputation d'obtenir bien peu d'effets avec les impôts perçus sur le contribuable. Il balance l'argent par les fenêtres, n'importe comment, n'importe le résultat. Je n'en veux pour exemple que les programmes d'expansion économique régionale. Cela m'a toujours énormément chagriné.

M. Chrétien: Dites-nous donc où vous feriez des coupures!

M. Stanfield: Madame l'Orateur, si le ministre veut bien patienter, nous allons lui donner la réplique.

M. Chrétien: Je veux surtout donner le ton du débat.

M. Stanfield: Donner le ton, dit le ministre!

M. Chrétien: Dites-nous donc où vous feriez des coupures!

M. Stanfield: J'aimerais parler brièvement du ministère de l'Expansion économique régionale puisqu'on affecte beaucoup de fonds aux programmes de ce ministère. Depuis tout le temps que le gouvernement essaie de résoudre le problème des inégalités régionales, il n'a jamais mis en œuvre de programme cohérent ou rationnel. Le ministre lui-même n'a jamais eu de programme cohérent. Par exemple, ses programmes n'ont pas été coordonnés avec les politiques des transports. Il arrive souvent qu'un ou plusieurs ministères travaillent contre le ministère de l'Expansion économique régionale. Pour s'en rendre compte, il suffit de songer aux programmes financiers et monétaires que le gouvernement a mis en œuvre de temps à autre.

J'ai toujours eu peur qu'à cause de la façon inepte dont le ministère de l'Expansion économique régionale dépense l'argent, les régions les plus prospères du Canada en viennent à ne plus vouloir continuer de contribuer aux programmes coûteux qu'il met en œuvre. J'ai été fortement troublé il y a quelques années lorsqu'un ancien ministre de l'Expansion économique régionale a déclaré à la Chambre qu'on pouvait dire que les programmes du ministère avaient été couronnés de succès parce que l'écart entre les provinces Maritimes et l'Ontario avait diminué, c'est-à-dire qu'en termes absolus, l'économie des Maritimes était toujours la même, mais que l'économie de l'Ontario avait fléchi à cause du ralentissement économique imposé par le gouvernement fédéral en 1969 et 1970.

Des voix: Oh, oh!

M. Stanfield: Je ne voudrais pas qu'on réduise le moins dement la lutte contre les inégalités régionales, mais je ne veux pas qu'on continue de mener cette lutte de façon aussi stupide. Je ne veux surtout pas entendre quelqu'un défendre le ministère de l'Expansion économique régionale comme on l'a défendu par le passé. A mon avis, nous pouvons faire beaucoup mieux pour lutter contre les inégalités régionales et utiliser de façon bien plus efficace la part du gâteau national qu'on affecte à des programmes comme ceux du ministère de l'Expansion économique régionale. Je veux qu'on le fasse, madame l'Orateur, parce que je sais que c'est possible. Le Livre blanc déclare à propos de la portée des activités du gouvernement:

... le gouvernement demandera à ses ministères ou organismes d'éva-

[M. Stanfield.]

luer les répercussions probables ou possibles de leurs politiques et programmes sur les tendances des prix à court et à long terme.

Il dit encore:

Le gouvernement se propose de réévaluer les frais qu'entraînent pour le secteur privé un bon nombre de ses règles et règlements tout en tenant compte des avantages qu'ils procurent à la société dans son ensemble.

En lisant ces énoncés d'intention, je dois dire qu'à première vue, j'ai été étonné que le gouvernement se mêle à nouveau de distribuer mes cigares. Au cours de la campagne de 1974, le parti conservateur-progressistes a dit que s'il était porté au pouvoir tous les programmes subiraient le test de l'inflation dans le cadre de son programme de stabilisation économique. Nous avons également dit que nous voulions sabrer passablement dans la broussaille bureaucratique, car la situation n'exigeait rien de moins. Si, d'une part, je me réjouis que ces mots se retrouvent dans le Livre blanc, je ne suis pas tout à fait sûr que ces promesses soient sérieuses. Et j'ai de bonnes raisons d'en douter. Par exemple, le gouvernement actuel refuse toujours—je veux que le président du Conseil du Trésor (M. Chrétien) écoute avec attention—de soumettre le programme d'assurance-chômage à une analyse indépendante.

Une voix: Nous l'avons soumis à la Chambre.

M. Stanfield: Le ministre dit que le gouvernement a soumis le programme à la Chambre. Le gouvernement sait bien que la mesure dont la Chambre est saisie actuellement est loin de s'attaquer aux véritables problèmes inhérents au programme, c'est-à-dire son coût et ses incidences sur l'économie. Que le président du Conseil du Trésor me dise pourquoi un programme, qui, a-t-on dit au Parlement, devait coûter \$20 par tête annuellement, à supposer que le taux de chômage soit de 6.5 p. 100 par année, pourquoi au bout de quelques années à peine, coûte-il maintenant \$200 par tête annuellement?

M. Baldwin: Renversant!

M. Stanfield: Pourquoi, au bout de quelques années à peine le chiffre a-t-il décuplé, passant de \$20 par tête à \$200? J'estime qu'il faut une réponse à cette question. De toute évidence, une enquête indépendante est la façon la plus honnête et la plus acceptable d'obtenir une réponse. Nous avons présenté des propositions qui auraient entraîné des économies considérables. Mais elles sont loin de remplacer une enquête indépendante, et elles ne nous disent pas pourquoi un programme qui devait coûter aux Canadiens \$20 par tête en coûte maintenant \$200.

Quand je parle ici d'une enquête, je ne pense pas à une chasse aux sorcières ou simplement à la répression des abus. On a déjà procédé à un certain redressement administratif et on peut même faire davantage à cet égard. En sus du réaménagement administratif et de la répression des abus, je veux qu'on fasse une enquête sur les programmes d'assurance-chômage qui pourrait vraiment aller au cœur de la situation et fournir des réponses concrètes à certaines questions fondamentales. L'une de ces questions est celle-ci: pourquoi le programme coûte-t-il aux Canadiens \$200 par tête par année, alors qu'on nous avait assuré qu'il coûterait à peu près \$20 par tête? Depuis plus de deux ans déjà nous réclamons une telle enquête. Si on nous avait écoutés dès le début, l'enquête serait déjà terminée.